

Étude des crédits

2019-2020

Renseignements généraux
et particuliers

15 avril 2019



ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
FICHES DES DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME

TABLE DES MATIÈRES

1	Voyages hors QC
2	Voyages en avion ou en hélicoptères
3	Dépenses en publicité, articles promotionnels et commandites
4	Dépenses pour l'organisation de conférences de presse, événements
5	Formation en communication
6	Formation en communication-Personnel politique
7	Contrats octroyés
8	Autorisation Art. 17, Loi sur les contrats. Contrats octroyés qui ont fait l'objet de coûts additionnels
9	Appels d'offres publics
10	Contrats cabinet
11	Consultants externes
12	Développements informatiques > 100 000 \$
13	Dépenses diverses
14	Téléphonie, ordinateurs portables et tablettes électroniques
15a	Minorités visibles 35 ans et +
16	Départ à la retraite et remplacement effectué
17	Baux SQI
18	Aménagement, déménagement, rénovation
19	Membres du Cabinet
20	Budget discrétionnaire
21	Personnel hors structure
22	Personnel en disponibilité
23	Occasionnels mis à pied
24	Postes abolis par catégorie - bureaux régionaux
25	Effectifs par catégorie d'emploi - bureaux régionaux
26	Personnel rémunéré M/O affecté ailleurs
27	Abonnements
28	Billets de saison, loges, club privé
29	Sites Internet
30	Nominations négociateurs, médiateurs, commissaires, experts, enquêteurs
31	Dépenses pour les visites ministérielles et sous ministérielles
32	Demandes d'accès à l'information
33	Activités confiées aux adjoints parlementaires
34	Entités administratives créées, fusionnées, scindées, abolies
35	Ententes gouvernement fédéral et provinces
36	Crédits périmés et gel de crédits
37	Revenus autonomes et tarification
38	Plan de réduction
39	Transferts du gouvernement fédéral
40	Primes au rendement et bonis
41	Primes de départ, allocation de transition
42	Augmentations de salaire
43	Salaires versés sans fonction ou tâche assignée
44	Déplacés de leur fonction suite aux changements de gouvernement
45	Comités formés par le Conseil exécutif et les MO

46	Ententes de confidentialité - projets de loi, des politiques, des stratégies, etc.
47	Reconduction des programmes existants
48	Initiative ou majoration programmes existants
49	ETC Plan Nord
50	Budget Plan Nord
51	ETC Stratégie maritime
52	Budget Stratégie maritime
53	Programmes financés par le Fonds vert
54	Programmes financés par le Fonds des ressources naturelles
55	Programmes financés par le Fonds du Plan Nord
56	Contrats service juridique
57	Dépenses en informatique
58	Masse salariale
59	Taux d'absentéisme
60	Développement durable
61	Liste de tous les rapports, études, avis, analyses, enquêtes
62	Cotisation à des associations
63	Rencontres diverses
64	Plan d'action changements climatiques 2013-2020

Question 1

Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2018-2019 :

- a) les endroits et dates de départ et de retour;
- b) la copie des programmes et rapports de mission;
- c) les personnes rencontrées;
- d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais, etc.);
- e) les noms des ministres, députés, des membres du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission;
- f) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et fonctionnaires concernés et autres participants;
- g) la liste des ententes signées ou annoncées, le cas échéant;
 - les détails de ces ententes;
 - les résultats obtenus à ce jour;
- H les investissements annoncés, le cas échéant, ainsi que le nombre d'emplois estimé;
- i) la description de la nature du voyage incluant, le cas échéant, le nom du ou des événements concernés.
- j) les points de presse tenus lors de ces missions et leurs coûts

Réponse :

Aucun déplacement hors Québec au cours de cette période.

Les renseignements concernant les ministres, les titulaires d'un emploi supérieur et leurs accompagnateurs, en réponse à cette question, sont diffusés sur une base trimestrielle sur le site Internet du Ministère en vertu du *Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4, paragraphe 18).

<https://www.csf.gouv.qc.ca/le-conseil/acces-a-linformation/>

Question **2**

Pour chacun des voyages faits en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels au Québec et des dirigeants d'organismes pour 2018-2019:

- a) les raisons du déplacement
- b) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;
- c) les coûts ventilés;
- d) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.;
- e) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants.

Réponse :

La présidente du Conseil du statut de la femme n'a effectué aucun voyage en avion ou en hélicoptère au Québec au cours de cette période.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du Conseil en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4, par. 17).

<https://www.csf.gouv.qc.ca/le-conseil/acces-a-linformation/>

CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME

Renseignements généraux

Étude des crédits 2019-2020

Question 3

Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme. Fournir la liste détaillée de ces dépenses en indiquant :

a) la ventilation des sommes dépensées pour 2018-2019, et les prévisions pour 2019-2020;

b) les noms des firmes de publicité retenues;

c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);

d) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographes;

e) le but visé par chaque dépense;

f) dans le cas d'une commandite, la raison et le nom de l'organisme bénéficiaire;

g) le coût total et ventilé pour les communiqués de presse.

Réponse :

Publicité médias sociaux

FOURNISSEUR	COÛT	MODE D'OCTROI	OBJET DU CONTRAT
Facebook / Instagram	1 331 \$	Achat en ligne	Publicité

Publicité

FOURNISSEUR	COÛT	OBJET	OBJET DU CONTRAT
CSPQ	10 839 \$	Placement publicitaire dans plusieurs magazines (version imprimée et version Web) pour la promotion du Portrait de la proche aidance : Virage, Association québécoise de gérontologie, Protégez-vous, Coup de pouce, Bel âge, FADOQ (Infolettre).	Publicité
Mishmash Médias inc.	28 000 \$	Placement publicitaire dans le magazine l'Actualité édition novembre 2018 (version imprimée et version Web) d'un publiereportage portant sur l'éducation à l'égalité, et diffusion promotionnelle dans l'infolettre l'Actualité et parution dans les médias sociaux.	Publicité

Articles promotionnels

Description	Détail	Coût	Fournisseur	Mode d'octroi
Blocs-notes Format lettre	200 tablettes de 50 feuilles	698 \$	Impecca	Négocié
Blocs-notes Format ½ lettre	200 tablettes de 50 feuilles	642 \$	Copies de la Capitale	Négocié
Carte (mini dépliant) Plan stratégique	50	76 \$	Copies de la Capitale	Négocié
Carte de courtoisie et carte présidente	300 (2 lots de 150)	237 \$	Impecca	Négocié
Post-it	250 paquets de 50 feuilles	330 \$	Groupe Neurones	Négocié
Clés USB – 128 Mo	100	460 \$	Cléusb Montréal (Altimage)	Négocié
Clés USB – 4G	50	400 \$	Groupe Neurones	Négocié

Les coûts reliés aux frais de publicité concernant les bureaux de circonscription sont régis par le Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinet et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien à l'Assemblée nationale.

CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME

Renseignements généraux

Étude des crédits 2018-2019

Question
4

Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.) :
 Par le ministère, en incluant le cabinet ministériel ou l'organisme :
 a) les sommes dépensées en 2018-2019 et les prévisions pour 2019-2020, ventilées par type d'événement;
 b) le but visé par chaque dépense;
 c) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement;
 Par un professionnel ou par une firme externe :
 d) les sommes dépensées en 2018-2019 et les prévisions pour 2019-2020, ventilées par type d'événement;
 e) le nom du professionnel ou de la firme de publicité;
 f) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation, ou contrat négocié);
 g) la liste et les noms des fournisseurs et consultants, s'il y a lieu, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc.;
 h) le but visé par chaque dépense;
 i) le nombre total et liste d'événements ventilé par type d'événement.

Réponse :

TYPE D'ÉVÉNEMENT	BUT VISÉ	MODE D'OCTROI	FOURNISSEURS	COÛT
Lancement du portrait d'agricultrices « Remuer ciel et terre »	Lancement officiel avec invitation aux médias	Contrat négocié	Marché Jean-Talon CSPQ Décorum Première Moisson traiteur Vignoble Coteau Rougemont	3 909 \$

Question **5**

La liste des dépenses en formation de communication :

Organisée par le ministère ou l'organisme :

a) les sommes dépensées en 2018-2019 et les prévisions pour 2019-2020, ventilées par type d'événement;

b) le but recherché par chaque dépense;

c) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie;

Organisée par un professionnel ou une firme externe :

d) les sommes dépensées en 2018-2019 et les prévisions pour 2019-2020;

e) le nom de la ou des firmes de publicité ou de communications;

f) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);

g) la liste et les noms des fournisseurs ou/et des consultants, s'il y a lieu;

h) le but visé par chaque dépense;

i) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie.

Réponse :

Formations organisées par une firme externe ou une ou un professionnel.le

FOURNISSEURS	BUT VISÉ	FORMATION	COÛT
Ciao Technologies inc.	Formation personnalisée de deux jours en accessibilité et en Javascript	2 journées pour 1 personne	2 100 \$
Céline Labrosse	Atelier sur le langage non sexiste	1 demi-journée pour 12 personnes	500 \$
Acti-Com	Formation sur l'écriture stratégique	1 demi-journée pour 9 personnes	1 662 \$

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4 par. 22 et 23).

<https://www.csf.gouv.qc.ca/le-conseil/acces-a-linformation/>

Question **6**

La liste des dépenses en formation de communication :
Organisée par le ministère ou l'organisme pour le personnel politique, les membres du conseil exécutif ou les députés :
a) les sommes dépensées pour l'exercice financier 2018-2019 et les prévisions pour 2019-2020;
b) le but visé par chaque dépense;
c) la nature de la formation;
d) les personnes ou la firme qui ont donné la formation;
e) les personnes qui ont reçu la formation

Réponse :

Ne s'applique pas au Conseil du statut de la femme.

CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME

Renseignements généraux

Étude des crédits 2019-2020

Question 7

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, excluant le cabinet ministériel en 2018-2019, en indiquant :

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);
- d) la date d'octroi du contrat;
- e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
- f) l'échéancier;
- g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

par le ou les cabinets ministériels en 2018-2019, en indiquant :

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);
- d) la date d'octroi du contrat;
- e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
- f) l'échéancier;
- g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

Réponse :

FOURNISSEUR	OBJET DU CONTRAT	MONTANT DU CONTRAT	DÉPENSE	MODE D'OCTROI
Andraos, Maryse	Révision linguistique d'articles de la <i>Gazette des femmes</i>	3 500 \$	630 \$	Contrat négocié
Bayard, Chantal	Rédaction - Billets blogues féministes pour la <i>Gazette des femmes</i>	4 000 \$	400 \$	Contrat négocié
Bla bla rédaction	Révision linguistique de différents documents	4 002 \$	575 \$	Contrat négocié
Bla bla rédaction	Révision linguistique d'articles de la <i>Gazette des femmes</i>	690 \$	138 \$	Contrat négocié
Bleu Outremer	Réalisation d'un gabarit d'une page Web dédié aux publications statistiques, réalisation et conception d'une section du site Web, formation et guide d'utilisation	7 964 \$	7 964 \$	Contrat négocié
Bourdillon, Rémy	Rédaction d'articles sur les conditions des femmes	2 909 \$	2 909 \$	Contrat négocié
Carrier, Nancy	Rédaction d'articles de la <i>Gazette des femmes</i>	875 \$	875 \$	Contrat négocié
Chabot, Christine	Collecte de données, projet <i>Présence des femmes et des jeunes dans les lieux décisionnels et consultatifs régionaux et nationaux – 2018</i>	3 320 \$	3 320 \$	Contrat négocié

CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME

Renseignements généraux

Étude des crédits 2019-2020

Question **7**

Suite

Réponse :

FOURNISSEUR	OBJET DU CONTRAT	MONTANT DU CONTRAT	DÉPENSE	MODE D'OCTROI
CIAO technologies	Formation personnalisée de deux jours en accessibilité et en javascript	2 100 \$	2 100 \$	Contrat négocié
CNW Telbec (CSPQ)	Diffusion des communiqués de presse		1 293 \$	Contrat négocié
Corbeil, Raphaëlle	Rédaction d'articles sur les conditions des femmes	4 800 \$	2 400 \$	Contrat négocié
Daguzan Bernier, Myriam	Rédaction de blogues féministes pour la <i>Gazette des femmes</i>	6 000 \$	1 200 \$	Contrat négocié
Dumais, Hélène	Révision linguistique de différents documents	5 005 \$	550 \$	Contrat négocié
Dussault, Andrée-Marie	Rédaction d'articles sur les conditions des femmes	2 050 \$	800 \$	Contrat négocié
Fleuri, Johann	Rédaction d'articles sur les conditions des femmes	2 050 \$	800 \$	Contrat négocié
Galarneau, France	Révision linguistique de différents documents	4 005 \$	720 \$	Contrat négocié
Gruaz, Manon	Analyse de la visibilité et la perception du Conseil du statut de la femme dans le but de produire une stratégie de marque	9 990 \$	9 990 \$	Contrat négocié
Guay, Mélissa	Révision linguistique de divers documents	2 000 \$	1 600 \$	Contrat négocié
Hamelin, Marilyse	Rédaction d'articles sur les conditions des femmes	4 800 \$	640 \$	Contrat négocié
Hayeur, Caroline	Réalisation de 3 séries de photographies sur mesure de 3 agricultrices dans leur milieu de travail	6 463 \$	6 463 \$	Contrat négocié
I.C.I. Influence communications (CSPQ)	Veille des médias électroniques		3 327 \$	Contrat négocié
I.C.I. Influence communications (CSPQ)	Production de la de la revue de presse écrite		6 268 \$	Contrat négocié
Lamontagne-Drolet, Catherine	Production d'illustrations de style éditorial	1 750 \$	1 050 \$	Contrat négocié
Lanctôt, Aurélie	Rédaction d'articles sur les conditions des femmes	3 200 \$	800 \$	Contrat négocié
Lebel, Anouk	Rédaction d'articles sur les conditions des femmes	4 800 \$	1 600 \$	Contrat négocié

CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME

Renseignements généraux

Étude des crédits 2019-2020

Question **7**

Suite

Réponse :

FOURNISSEUR	OBJET DU CONTRAT	MONTANT DU CONTRAT	DÉPENSE	MODE D'OCTROI
Lemieux, Laurence	Production d'illustrations pour la <i>Gazette des femmes</i>	1 750 \$	1 050 \$	Contrat négocié
Magnéto	Conception et production d'un baladodiffusion de type documentaire sur la relève agricole féminine	10 617 \$	10 617 \$	Contrat négocié
Marcotte, Sophie	Révision linguistique d'articles de la <i>Gazette des femmes</i>	2 385 \$	2 040 \$	Contrat négocié
Marcotte, Sophie	Rédaction d'articles sur les conditions des femmes	4 800 \$	3 120 \$	Contrat négocié
Mercier, Hélène	Rédaction d'articles sur les conditions des femmes	4 800 \$	1 600 \$	Contrat négocié
Roux, Martine	Rédaction d'articles sur les conditions des femmes	4 800 \$	800 \$	Contrat négocié
Schoenborn, Mélina	Rédaction d'articles sur les conditions des femmes	4 800 \$	800 \$	Contrat négocié
Services de transcription Janie Babin	Transcription d'entrevues dans le cadre d'un projet de recherche	3 903 \$	2 567 \$	Contrat négocié
Souissi, Takwa	Rédaction d'articles sur les conditions des femmes	4 800 \$	800 \$	Contrat négocié
St-Jacques, Sylvie	Rédaction d'articles sur les conditions des femmes	3 680 \$	1 920 \$	Contrat négocié
Stratégie organisation et méthode SOM	Sondage auprès du lectorat et des visiteurs du site de la <i>Gazette des femmes</i> et sondage omnibus de 5 questions pour les employés du Conseil du statut de la femme	9 805 \$	9 805 \$	Contrat négocié
Technologies Umbrella	Services d'entretien et de soutien bureautique	13 000 \$	13 000 \$	Contrat négocié
Technologies Umbrella	Services professionnels en technologie de l'information et soutien technique en informatique	64 000 \$	7 120 \$	Contrat négocié
Traduction Sematos	Traduction de différents documents	5 980 \$	1 362 \$	Contrat négocié
Williams, Andreane	Rédaction d'articles sur les conditions des femmes	2 050 \$	640 \$	Contrat négocié

Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve dans la section sur les engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique. Ces informations sont aussi disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://seao.ca/>.

<p>Question 8</p>	<p>Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2018-2019 et qui ont fait l'objet de coûts additionnels autorisés par le sous-ministre ou le dirigeant de l'organisme public, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics, en indiquant :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) le nombre d'autorisations; b) le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi; c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi; d) le montant accordé; e) le nom de la personne ayant autorisé la dépense supplémentaire : f) les motifs de la demande; g) tout rapport d'évaluation, de vérification ou d'enquête produit concernant un de ces contrats. <p>Indiquer si le ministère ou l'organisme rend lui-même publique et disponible cette information par le biais de son site Internet ou autre moyen de communication.</p>
--------------------------	---

Réponse :

Le Conseil du statut de la femme n'a pas octroyé de contrats en vertu de l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics au cours de cette période.

Ces informations sont toutefois disponibles dans le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://seao.ca/>.

Question **9**

Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme, en indiquant :

- a) la liste des soumissions et le montant de chacune;
- b) la grille d'évaluation des soumissions;
- c) la justification du choix du soumissionnaire retenu;
- d) le délai entre la publication de l'appel d'offres et l'octroi du contrat;
- e) le cas échéant, les appels d'offres annulés en cours de route et la raison de l'annulation.

Réponse :

Le Conseil du statut de la femme n'a pas réalisé d'appels d'offres publics au cours de cette période.

Ces informations sont toutefois disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec: <https://www.seao.ca/>.

Question **10**

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un cabinet ministériel en 2018-2019, en indiquant, pour chaque contrat :

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) le coût;
- d) l'échéancier;
- e) dans le cas d'un octroi par soumission, les noms des soumissionnaires et le montant des soumissions.

Réponse :

Ne s'applique pas Conseil du statut de la femme.

Question **11**

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2018-2019:

- a) la liste de toutes les ressources œuvrant au sein d'un ministère ou d'un organisme et qui ne sont pas des employés du gouvernement;
- b) le total des coûts reliés à ces consultants, ventilé par catégories (incluant la masse salariale);
- c) le sommaire de tout contrat octroyé pour l'embauche de ces consultants;
- d) le nom de chaque consultant et la firme par laquelle il est employé;
- e) une description de son mandat;
- f) la date de début de son contrat;
- g) la date prévue de fin de son contrat;
- h) sa rémunération annuelle.

Réponse :

Les informations relatives aux contrats sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : www.seao.ca ainsi qu'à la section des engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.

Question 12

Pour chaque projet de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques de plus de 100 000 \$ initié pour l'année financière 2018-2019, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer :

- a) le nom du projet;
- b) la nature du projet;
- c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu);
- d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet;
- e) les plus récentes évaluations du coût du projet;
- f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière;
- g) l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet;
- h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates;
- i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour;
- j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet;
- k) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère :
 - la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants;
- l) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics;
- m) nombre et liste des pénalités appliquées à des sous-traitants dans le domaine des TI pour les 10 dernières années.

Réponse :

Le Conseil du statut de la femme n'a initié aucun projet de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques de plus de 100 000 \$ au cours de cette période.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le Tableau de bord en ressources informationnelles à l'adresse suivante : <https://www.tableaubordprojetsri.gouv.qc.ca/tableau-de-bord/>.

Question **13**

Pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2018-2019 (et la ventilation pour chaque mois), de chacune des dépenses suivantes :

- a) la photocopie;
- b) le mobilier de bureau;
- c) l'ameublement;
- d) la décoration et l'embellissement;
- e) le distributeur d'eau de source;
- f) le remboursement des frais de transport;
- g) le remboursement des frais d'hébergement;
- h) le remboursement des frais de repas;
- i) le remboursement des frais d'alcool et de fêtes;
- j) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :
 - I. au Québec;
 - II. à l'extérieur du Québec.

Réponse :

a	Photocopie	3 490 \$
b.	Mobilier de bureau	539 \$
c	Ameublement	0 \$
d	Décoration et embellissement	0 \$
e.	Distributeurs d'eau de source	0 \$
f.	Remboursement des frais de transport	539 \$
g.	Remboursement des frais d'hébergement	1 195 \$
h.	Remboursement des frais de repas	720 \$
i.	Remboursement des frais d'alcool et fêtes	0 \$
j.-1	Ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement au Québec	6 832 \$
j.-2	Ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement à l'extérieur du Québec	0 \$

Les coûts reliés aux bureaux de circonscription sont régis par le Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinets et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien de l'Assemblée nationale.

Question **14**

Séparément, pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2018-2019 (et la ventilation pour chaque mois), de chaque dépense reliée à la téléphonie :

a) le nombre de téléphones cellulaires (« BlackBerry », iPhone ou autres types de téléphones intelligents) utilisés, ainsi que la marque et le modèle de chaque appareil;

b) le nombre de tablettes électroniques utilisées (iPad ou autres), ainsi que la marque et le modèle de chaque appareil;

c) le nombre de téléavertisseurs utilisés, ainsi que la marque et le modèle de chaque appareil;

d) les coûts d'acquisition des appareils;

e) le coût d'utilisation des appareils;

f) le coût des contrats téléphoniques;

g) les noms des fournisseurs;

h) le nombre de minutes utilisées;

i) le coût des frais d'itinérance;

j) les coûts de résiliation, s'il y a lieu;

k) le nombre d'ordinateurs portables, ainsi que la marque et le modèle de chaque appareil.

Réponse :

D.	Coûts d'acquisition des appareils	0 \$
E.	Coût d'utilisation des appareils	0 \$
F.	Coût des contrats téléphoniques	4 025 \$
I.	Coût des frais d'itinérance	0 \$
J.	Coûts de résiliation, s'il y a lieu	0 \$

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du Conseil en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4, paragraphe 25) : <https://www.csf.gouv.qc.ca/le-conseil/reglement-sur-la-diffusion/>

Question **15**

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour les trois dernières années ainsi que les prévisions pour 2019-2020 (par établissement pour les réseaux de la santé et des services sociaux et le réseau de l'éducation) :

- a) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et plus;
- b) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et moins;
- c) le nombre total de jours de maladie pris par le personnel;
- d) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi;
- e) le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.); - le coût moyen par employé, selon la classe de travail;
- f) le nombre total de jours de vacances pris par le personnel;
- g) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi;
- h) le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique;
- i) le nombre de personnes et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers;
- j) l'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);
- k) l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir;
- l) le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie;
- m) le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (le centre principal de direction et chacune des régions);
- n) le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires;
- o) le nombre d'employés permanents et temporaires;
- p) le nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ;
- q) pour chaque direction du ministère et direction d'organisme relevant du ministère, le nombre de postes abolis ventilés par corps d'emploi, pour 2018-2019 et les cinq années précédentes;
- r) l'effectif autorisé par le SCT en vertu de loi 15 sur le contrôle des effectifs, par année, depuis l'instauration de la loi.

Réponse :

- a et b) Nombre et répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.)

CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME

Renseignements généraux

Étude des crédits 2019-2020

Question **15**

Suite

Réponse :

CATÉGORIES D'EMPLOI	PERSONNEL RÉGULIER NOMBRE TOTAL	FEMMES		HOMMES		COMMUNAUTÉS CULTURELLES		PERSONNES HANDICAPÉES		AUTOCHTONES		ANGLOPHONES	
		Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%
Personnel cadre													
Moins de 35 ans													
35 ans et plus	3	3	100,00										
Sous-total	3	3	100,00										
Personnel professionnel													
Moins de 35 ans	2	2	100,00										
35 ans et plus	13	9	69,23	4	30,77								
Sous-total	15	11	73,33	4	26,67								
Personnel technicien													
Moins de 35 ans	1	1	100,00										
35 ans et plus	5	5	100,00										
Sous-total	8	8	100,00										
Personnel de bureau													
Moins de 35 ans													
35 ans et plus	2	2	100,00										
Sous-total	2	2	100,00										
Total par groupe d'âge													
Moins de 35 ans	3	3	100,00										
35 ans et plus	23	19	82,61	4	100,00								
Total	26	22	84,62	4	15,38								

* Excluant la présidente de l'organisme.

Question **15**

Suite

Réponse :

c) Nombre de jours de maladie pris par le personnel (au 15 mars 2019)*

CATÉGORIES D'EMPLOI	
Personnel cadre	8,5
Personnel professionnel	142,5
Personnel de bureau et technicien	54
Total	205

* Congés maladie (codes SAGIP 120, 270, 730)

d) Nombre total et ventilation du nombre de jours de maladie en réserve pour le personnel et leur valeur estimée par catégorie d'emploi

CATÉGORIES D'EMPLOI	MOINS DE 10 JOURS	DE 10 À 50 JOURS	DE 50 À 100 JOURS	100 JOURS ET PLUS	VALEUR ESTIMÉE
Personnel cadre	1	2	1	0	N/D
Personnel professionnel	5	6	3	1	N/D
Personnel technicien	3	3	0	0	N/D
Personnel de bureau	2	0	0	0	N/D
Total	11	11	4	1	N/D

CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME

Renseignements généraux

Étude des crédits 2019-2020

Question **15**

Suite

Réponse :

e) Nombre total d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires

CATÉGORIES D'EMPLOI	RÉALISÉES	PAYÉES REMBOURSÉES	COMPENSÉES
Personnel cadre			
Personnel professionnel	277,83	45,75	232,08
Personnel technicien	35,75	32,75	3,00
Personnel de bureau	1,00	0,00	1,00
Total	314,58	78,50	236,08

f) Nombre total de jours de vacances pris par le personnel (au 15 mars 2019)

CATÉGORIES D'EMPLOI	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOÛT	SEPTEMBRE	OCTOBRE	NOVEMBRE	DÉCEMBRE	JANVIER	FÉVRIER	MARS	TOTAL
Personnel cadre	1		9	4	16				5	2			37
Personnel professionnel	9,5	5	21	83,5	114,5	9	4	9	15,5	25,5	3	7	306,5
Personnel de bureau et technicien	2	9	7	23	51	26	1	4	9,5	17,5	2	2,5	154,5
Total	12,5	14	37	110,5	181,5	35	5	13	30	45	5	9,5	498

Question **15**

Suite

Réponse :

g) Nombre de personnes ayant, dans leur réserve de jours de vacances, moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus et leur valeur estimée par catégorie d'emploi

CATÉGORIES D'EMPLOI	MOINS DE 10 JOURS	DE 10 À 50 JOURS	DE 50 À 100 JOURS	100 JOURS ET PLUS	VALEUR ESTIMÉE
Personnel cadre	1	3	0	0	N/D
Personnel professionnel	13	2	0	0	N/D
Personnel technicien	4	1	1	0	N/D
Personnel de bureau	1	1	0	0	N/D
Total	19	7	1	0	N/D

h) Nombre de plaintes pour harcèlement psychologique

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

i) Nombre et répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) du personnel qui reçoit une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoit également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation

En ce qui a trait à l'information recherchée concernant la liste du personnel, par catégorie d'emploi, qui reçoit une rémunération et une prestation de retraite d'un régime de retraite, nous vous informons que ces renseignements renferment des renseignements personnels confidentiels au sens de l'article 54 de la Loi sur l'accès. Le paragraphe 1° de l'article 53 ainsi que le premier alinéa de l'article 59 de cette loi nous obligent à refuser de donner accès à ces renseignements. Par ailleurs, l'amalgame des renseignements recherchés n'a pas un caractère public conformément à l'article 57 de la Loi sur l'accès.

Question **15**

Suite

Réponse :

j) Évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emplois (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, etc.) et selon leur territoire habituel de travail (direction centrale ou régions)

RÉGIONS	CADRES*	PROFESSIONNELS/ PROFESSIONNELLES	TECHNICIENS/ TECHNICIENNES	PERSONNEL DE BUREAU	TOTAL
Capitale-Nationale	3	15	6	2	26
Total	3	15	6	2	26

* Excluant la présidente de l'organisme.

k) Évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir

	2018-2019
Expert	2
Émérite	

l) Nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie

	2018-2019
Traitement supérieur	1

Question **15**

Suite

Réponse :

m) Nombre de postes par catégorie d'emploi et selon leur territoire habituel de travail (direction centrale ou régions)

RÉGIONS	CADRES*	PROFESSIONNELS/ PROFESSIONNELLES	TECHNICIENS/ TECHNICIENNES	PERSONNEL DE BUREAU	TOTAL
Capitale-Nationale	3	15	6	2	26
Total	3	15	6	2	26

* Excluant la présidente de l'organisme.

n) Niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

o) Nombre d'employés permanents et temporaires

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

p) Nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

q) Nombre de postes abolis ventilé par corps d'emplois pour 2018-2019 et les cinq années précédentes

Le Conseil du statut de la femme n'a aboli aucun poste en 2018-2019.

r) L'effectif autorisé par le SCT en vertu de loi 15 sur le contrôle des effectifs

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

s) Nombre de postes vacants

Au 28 février 2019, il y avait 6 postes vacants.

Question **16**

Pour chaque ministère et organismes, par direction, pour l'année 2018-2019 et les prévisions pour l'année 2019-2020:

- a) le nombre de départs à la retraite, incluant le total et la ventilation des indemnités versées ou estimées;
- b) le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines;
- c) le nombre de départs à la retraite prévus pour 2019-2020 et les indemnités de retraite qui seront versées;
- d) le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.

Réponse :

a) Nombre de départs à la retraite

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

b) Nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines

Un remplacement effectué au cours de cette période.

c) Nombre de départs à la retraite prévus pour 2019-2020

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

d) Nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats

Une personne retraitée engagée au cours de cette période.

Question **17**

Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2018-2019 en indiquant pour chacun d'eux :

- a) l'emplacement de la location;
- b) la superficie totale pour chaque local loué;
- c) la superficie totale réellement occupée;
- d) la superficie inoccupée;
- e) le coût de location au mètre carré;
- f) le coût total de ladite location;
- g) les coûts d'aménagement, de rénovation réalisés depuis le 1^{er} avril 2011, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;
- h) la durée du bail;
- i) le propriétaire de l'espace loué;
- j) les noms des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.

Réponse :

A.	Emplacement de la location	800, place D'Youville, 3 ^e étage, Québec
B.	Superficie totale pour chaque local loué	1 080 m ³
F.	Coût total de ladite location	314 798 \$
G.	Coûts d'aménagement et de rénovation	5 916 \$
H.	Durée du bail	Le bail se renouvelle annuellement
I.	Propriétaire de l'espace loué	Services de gestion MJA Locateur : Société québécoise des infrastructures

L'information fournie en réponse à l'emplacement de la location, à la superficie totale pour chaque local loué, au coût total de ladite location et au propriétaire de l'espace loué est disponible dans les informations diffusées sur une base annuelle sur le site Internet du Conseil en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4, par. 27) :

<https://www.csf.gouv.qc.ca/le-conseil/reglement-sur-la-diffusion/>

Question **18**

Pour le cabinet ministériel, les bureaux de circonscription des ministres, la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2018-2019, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés. Pour les rénovations, fournir :

- a) les dates des travaux;
- b) les coûts;
- c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.

Réponse :

Le Conseil du statut de la femme n'a effectué aucuns travaux liés au déménagement, à l'aménagement ou à la rénovation dans l'espace occupé par la haute direction au cours de cette période.

Question **19**

Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2018-2019, en indiquant pour chaque individu :

- a) la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant;
- b) le titre de la fonction;
- c) l'adresse du port d'attache;
- d) le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés;
- e) la prime de départ versée, le cas échéant;
- f) le montant total et la ventilation des primes ou bonis reçus;
- g) la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève;
- h) la description de tâches;
- i) le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour 2018-2019;
- j) le nombre total d'employés au cabinet;
- k) la masse salariale totale par cabinet pour 2018-2019;
- l) le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la fonction occupée;
- m) s'il a ou non signé les directives du premier ministre intitulées : Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre et Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État.

Réponse :

Ne s'applique pas au Conseil du statut de la femme.

Question **20**

Liste des sommes d'argent versées en 2018-2019 à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme, en indiquant :

- a) le nom de l'organisme concerné ou de la personne;
- b) la circonscription électorale;
- c) le montant attribué;
- d) le détail du projet visé et le but poursuivi par le ministère ou l'organisme.

Réponse :

Ne s'applique pas au Conseil du statut de la femme.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du Conseil en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4 par. 26).

<https://www.csf.gouv.qc.ca/le-conseil/acces-a-linformation/>

Question **21**

Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère :

- a) le nom de la personne;
- b) le poste occupé;
- c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
- d) l'assignation initiale et l'assignation actuelle;
- e) la date de l'assignation hors structure;
- f) la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.
- g) les prévisions pour 2019-2020

Réponse :

Le Conseil du statut de la femme n'a pas employé de personnel hors structure au cours de cette période, et ne prévoit pas en employer pour l'année 2019-2020.

Question **22**

Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), en indiquant :

- a) le poste initial;
- b) le salaire;
- c) le poste actuel, s'il y a lieu;
- d) la date de la mise en disponibilité;
- e) les prévisions pour 2019-2020.

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Question **23**

Pour chaque ministère et organisme public (y compris les agences, sociétés, établissements, institutions, etc.), fournir pour 2018-2019, le nombre d'occasionnels mis à pied dont le ministère ou l'organisme a mis fin à l'emploi ou dont le contrat n'a pas été renouvelé, en précisant la ou les raisons et en ventilant :

- a) par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, personnel de soutien, fonctionnaires, etc.);
- b) par catégorie d'âge;
- c) . prévisions pour 2019-2020.

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Question **24**

Pour chaque ministère et organisme depuis cinq ans, fournir le nombre de postes abolis par catégorie d'emploi, leur port d'attache (par exemple dans un bureau régional) ainsi que les prévisions pour 2019-2020.

Réponse :

Ne s'applique pas au Conseil du statut de la femme.

Question **25**

Pour chaque ministère et organisme, liste des bureaux régionaux et de l'effectif étant rattaché, par catégorie d'emploi, à chacun de ces bureaux. Présenter l'évolution depuis cinq ans, ainsi que les prévisions pour 2019-2020, par mission.

Réponse :

Ne s'applique pas au Conseil du statut de la femme.

Question **26**

Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres, en indiquant :

- a) le nom de la personne;
- b) le poste occupé et le nom de l'organisme;
- c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
- d) l'assignation initiale;
- e) l'assignation actuelle;
- f) la date de l'assignation hors structure;
- g) la date de la fin de l'assignation (s'il y a lieu).

Réponse :

Aucun membre du personnel n'a été affecté à un autre organisme en 2018-2019.

CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME

Renseignements généraux

Étude des crédits 2019-2020

Question 27

Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2018-2019, en précisant pour chaque abonnement :

- a) le coût de chacun;
- b) le fournisseur;
- c) la nature du service;

Ventiler le montant total par catégories.

Réponse :

FOURNISSEUR	COÛT	DESCRIPTION
Asted	150 \$	<i>Documentation et bibliothèques</i>
Causette média SARL	116 \$	<i>La causette</i>
Courrier international	106 \$	<i>Courrier international</i>
Ebsco	89 \$	<i>Cahiers du genre</i>
Ebsco	144 \$	<i>Nouvelles questions féministes</i>
Éditions plurielles Canada inc.	35 \$	<i>Premières en affaires</i>
Érudit	115 \$	<i>Nouvelles pratiques sociales</i>
Érudit	115 \$	<i>Recherches féministes - GREMF</i>
Harvard Business Publishing	311 \$	<i>Harvard Business Review</i>
Inanna Bookmark	75 \$	<i>Les cahiers de la femme</i>
Journal de Québec	172 \$	<i>Journal de Québec</i>
L'actualité	50 \$	<i>L'actualité</i>
Le Devoir	201 \$	<i>Le Devoir</i>
Le Soleil	231 \$	<i>Le Soleil</i>
Ms. Magazine	54 \$	<i>Ms.</i>
Publications Mass-Media Inc.	1 000 \$	<i>Le Courrier parlementaire</i>
RIBG - CSPQ	3 483 \$	<i>Réseau des bibliothèques gouvernementales / PortFolio</i>
Shameless Magazine	25 \$	<i>Shameless Magazine</i>
Wilson & Lafleur	82 \$	<i>Code civil du Québec</i>
Wilson & Lafleur	82 \$	<i>Code criminel</i>
Wilson & Lafleur	82 \$	<i>Code de procédure civile</i>
Wilson & Lafleur	82 \$	<i>Lois du travail</i>

Question **28**

Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre.

Réponse :

Le Conseil du statut de la femme n'a acheté aucun billet de saison, n'a réservé aucune loge et n'a payé aucuns frais pour devenir membre d'un club privé au cours de cette période.

CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME

Renseignements généraux

Étude des crédits 2019-2020

Question 29

Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce, depuis l'existence du site :

- a) le nom du site Web;
- b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site;
- c) les coûts de construction du site;
- d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour;
- e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement);
- f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites ventilée par section et/ou page du site (nombre de « hits »);
- g) la fréquence moyenne de mise à jour;
- h) le responsable du contenu sur le site.

Réponse :

ADRESSE DU SITE INTERNET : www.csf.qouv.qc.ca	
SUJETS	DÉTAILS
LE NOM DE LA FIRME OU DES PERSONNES QUI ONT CONÇU LE SITE	Le site Web actuel du Conseil est en ligne depuis février 2010. Sa conception initiale a été assurée par la firme iXmédia (2009-2010).
LES COÛTS D'HÉBERGEMENT, D'ENTRETIEN ET DE MISE À JOUR	Les coûts d'hébergement du site Web du Conseil en 18-19 sont de 947,88 \$. Le site est hébergé sur un serveur de la firme OVH. L'entretien et les mises à jour sont effectués par le personnel du Conseil. La responsabilité de la production et de la diffusion du contenu du site incombe à la Direction des communications et du Web du Conseil.
LES COÛTS DE MODERNISATION OU DE REFONTE	En 2018-2019, le Conseil s'est doté d'un gabarit Web pour produire des éditions numériques des documents de recherche du Conseil (microsites). Le personnel de la Direction des communications et du Web procède aux créations des versions numériques de leur publication. Le gabarit quant à lui a été réalisé par la firme BleuOutremer. Le coût de la réalisation est de 7 963,75 \$ en 2018-2019.
LA FRÉQUENCE MOYENNE DE MISE À JOUR	Les mises à jour sont effectuées de manière continue (selon les types d'information et de documents à publier). La fréquence est quotidienne, hebdomadaire ou ponctuelle.
LE RESPONSABLE DU CONTENU SUR LE SITE	Le webmestre et le responsable édition

Question **29**

Suite

Réponse :

DRESSE DU SITE INTERNET : www.gazettedesfemmes.ca	
SUJETS	DÉTAILS
LE NOM DE LA FIRME OU DES PERSONNES QUI ONT CONÇU LE SITE	Marie-Jacques Rouleau, consultante en communications.
LES COÛTS D'HÉBERGEMENT, D'ENTRETIEN ET DE MISE À JOUR	Les coûts d'hébergement sont intégrés aux coûts d'hébergement du site Web du Conseil (voir plus haut). Utilisation de la plateforme WordPress, logiciel libre de droits. Entretien et mises à jour effectués par des ressources internes. L'entretien et les mises à jour sont effectués par le personnel du Conseil. La responsabilité de la production et de la diffusion du contenu du site incombe à la Direction des communications et du Web du Conseil
LES COÛTS DE MODERNISATION OU DE REFONTE	0 \$

LA FRÉQUENCE MOYENNE DE MISE À JOUR	Les mises à jour sont effectuées de manière continue (selon les articles journalistiques et les capsules vidéo à publier). La fréquence est quotidienne, hebdomadaire, bimensuelle ou ponctuelle.
LE RESPONSABLE DU CONTENU SUR LE SITE	La rédactrice en chef de la <i>Gazette des femmes</i> .

Question **30**

Nominations, pour 2018-2019, de mandataires, d'émissaires, de négociateurs, de médiateurs, de commissaires, d'experts, d'enquêteurs et sans en restreindre la portée :

- a) la liste;
- b) le nom de la personne;
- c) les mandats de chacune de ces personnes;
- d) le détail des contrats octroyés pour chaque mandat;
- e) le résultat du travail effectué;
- f) les échéances prévues;
- g) les sommes impliquées.

Réponse :

Le Conseil du statut de la femme n'a fait aucune nomination de mandataire, d'émissaire, de négociateur, de médiateur, de commissaire, d'expert ou d'enquêteur.

Question 31	Pour 2018-2019, les dépenses effectuées par ministère pour les tournées, les visites ou rencontres ministérielles et sous ministérielles dans les régions du Québec, en ventilant pour chacune des régions et en précisant l'objet de la visite pour chacune d'entre elles et en précisant l'objet des rencontres et les personnes ou organismes rencontrés.
--------------------	--

Réponse :

Ne s'applique pas au Conseil du statut de la femme.

Question **32**

Pour chaque ministère et organisme, concernant les demandes d'accès à l'information en 2017-2018 et 2018-2019 :

- a) les coûts reliés au traitement et réponses aux demandes d'accès;
- b) le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information;
- c) le nombre total de demandes reçues;
- d) le nombre de refus (en précisant, par catégorie, les raisons et/ou articles de la Loi invoqués pour le refus);
- e) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours;
- f) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours;
- g) le nombre de demandes ayant été traitées hors délai, en indiquant, par demande, le temps de réponse.

Réponse :

L'information concernant les demandes d'accès à l'information sera présentée au rapport annuel 2018-2019 des ministères et organismes.

Question **33**

La liste exhaustive de tous les mandats et dossiers et de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres pour 2018-2019 :

- a) le détail des mandats
- b) le coût (déplacements, etc.);
- c) le nombre de ressources affectées;
- d) le nombre de rencontres;
- e) le nombre d'ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre;
- f) l'objet;
- g) les dates.

Réponse :

Ne s'applique pas au Conseil du statut de la femme.

Question **34**

Liste des entités administratives créées, fusionnées, scindées ou abolies sous la responsabilité du ministère en précisant les coûts de transition et les coûts de formation.

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Question **35**

La liste des ententes et leur nature, signées en 2018-2019 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la *Loi sur le ministère du Conseil exécutif* ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette même loi.

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Québec aux relations canadiennes, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Question **36**

Le détail des crédits périmés et reportés pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour l'année financière 2018-2019 et les prévisions pour 2019-2020.

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Question **37**

L'inventaire complet des services tarifés que le ministère et les organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2019-2020.

Réponse :

Ne s'applique pas au Conseil du statut de la femme.

Question **38**

Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement pour 2018-2019 demandé par le Secrétariat du Conseil du Trésor, et confirmé par le gouvernement en janvier 2019 pour 2019-2020..

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

<p>Question 39</p>	<p>Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2018-2019, ainsi que les prévisions pour 2019-2020 et 2020-2021, en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chaque programme, ententes ou autres les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.</p>
---------------------------	--

Réponse :

Le Conseil du statut de la femme n'a reçu aucun montant du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement au cours de cette période.

<p>Question 40</p>	<p>Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2018-2019, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes au rendement et des bonis.</p>
---------------------------	--

Réponse :

En 2018-2019, des bonis au rendement, couvrant la période du 1^{er} octobre 2017 au 30 septembre 2018, ont été versés à deux membres du personnel professionnel.

Le montant des bonis totalise 4 690,96 \$.

<p>Question 41</p>	<p>Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2018-2019, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour bris de contrat.</p>
---------------------------	---

Réponse :

Aucune prime de départ ni aucun montant pour bris de contrat n'ont été versés.

Question **42**

Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l'année financière 2018-2019 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire.

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Question **43**

Pour 2018-2019, le nombre de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, à qui les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche ne leur soit assignée? Pour chaque personne :

a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions;

b) fournir la liste des salaires versés et préciser le montant total dépensé par le ministère ou l'organisme.

Réponse :

Il n'y a pas de cadre, de dirigeant ou de sous-ministre qui reçoit une rémunération sans exercer de fonction.

<p>Question 44</p>	<p>Pour 2018-2019, le nombre de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, ayant été déplacés de leurs fonctions à la suite des remaniements ministériels? Pour chaque personne :</p> <p>a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions;</p> <p>b) fournir la liste des salaires versés.</p>
---------------------------	--

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le ministère du Conseil exécutif, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Question **45**

La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires donnés à ces personnes.

Réponse :

Le Conseil du statut de la femme n'a formé aucun comité au cours de cette période.

Question 46	Pour la préparation des projets de loi, des politiques, des stratégies ou des consultations gouvernementales, indiquer, pour chaque type, si une entente de confidentialité a été requise par le ministère ou le cabinet auprès des partenaires. Le cas échéant, pour chacun des types visés, fournir la liste des partenaires engagés ainsi que ladite entente.
--------------------	--

Réponse :

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

<p>Question 47</p>	<p>Coûts de reconduction des programmes existants : liste exhaustive des programmes ministériels existants à la fin de l'année financière 2018-2019 et qui n'ont pas été reconduits intégralement en 2019-2020. Pour chacun de ces programmes existants en 2018-2019, donner le coût de reconduction intégral et la dépense prévue aux crédits 2019-2020, en incluant les programmes qui ont été abolis et pour lesquels la dépense sera nulle.</p>
---------------------------	---

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Question **48**

Indiquer les nouvelles initiatives ou toute majoration apportée à un programme existant, les montants en cause ainsi que les mesures prises pour dégager les sommes nécessaires à leur financement.

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Question **49**

Nombre de fonctionnaires ou ETC affectés au Plan Nord en 2018-2019 et prévisions pour 2019-2020.

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par la Société du Plan Nord pour tous les ministères et organismes pour l'année 2018-2019 seulement.

Question **50**

Ventilation du budget du ministère consacré au Plan Nord pour 2018-2019 et prévision pour 2019-2020.

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par la Société du Plan Nord pour tous les ministères et organismes pour l'année 2018-2019 seulement.

Question **51**

Nombre d'employés ou ETC affectés à la Stratégie maritime pour 2018-2019 et prévisions pour 2019-2020.

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le ministère du Conseil exécutif (Secrétariat à la stratégie maritime) pour tous les ministères et organismes.

Question **52**

Ventilation du budget du ministère consacré à la Stratégie maritime pour 2018-2019 et prévisions pour 2019-2020.

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Transports du Québec (Secrétariat à la stratégie maritime) pour tous les ministères et organismes.

Question **53**

Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds vert.

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques pour tous les ministères et organismes. (Fonds vert)

Question **54**

Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds des ressources naturelles.

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles (Fonds des ressources naturelles) pour tous les ministères et organismes.

Question **55**

Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds du Plan Nord.

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par la Société du Plan Nord pour tous les ministères et organismes.

Question **56**

Pour chacune des cinq dernières années, la somme allouée à l'externe pour tout type de service juridique et préciser la raison pour laquelle les services ont été traités à l'externe ainsi que les professionnels qui ont donné ces services.

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Justice, et ce, pour tous les ministères et les organismes budgétaires, en divulguant les informations accessibles au sujet des contrats de services juridiques autorisés par la ministre de la Justice durant l'année financière et en indiquant notamment les honoraires approuvés dans la gestion de ces contrats.

Question **57**

Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres) :

- a) la dépense totale (opération et capital);
- b) les grands dossiers en cours;
- c) le nombre d'employés attirés aux dossiers informatiques;
- d) préciser le nombre en équivalent ETC et comparaison entre le nombre de ressources internes et externes dans le domaine des TI;
- e) le nombre de consultants externes attirés aux dossiers informatiques.

Réponse :

- a) Le Conseil du statut de la femme a estimé ses activités en ressources informationnelles à 181 300 \$ pour l'année 2018-2019.
- b) Les informations sont disponibles dans le tableau de bord (site Internet – <https://www.tableaubordprojetsri.gouv.qc.ca/>).
- d) La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.
- e) Les informations relatives aux contrats sont disponibles dans le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : www.seao.ca ainsi qu'à la section des engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.

Question **58**

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, etc.), fournir pour 2018-2019, le montant total en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.)

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Question **59**

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, etc.), fournir pour 2018-2019 le taux d'absentéisme, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Question **60**

Pour chaque ministère et organisme public, le détail des actions réalisées et/ou amorcées en 2018-2019 en vue d'atteindre les objectifs fixés dans la Stratégie gouvernementale de développement durable.

Réponse :

L'information sera présentée dans le rapport annuel 2018-2019 des ministères et organismes.

Question **61**

Pour chaque ministère et organisme, liste de tous les rapports (d'évaluation, de vérification, d'enquête ou autres), études, avis, analyses, etc., produits par le ministère ou commandés à un organisme ou une firme externe en 2018-2019 en indiquant pour chacun :

- a) le sujet;
- b) la ou les raisons pourquoi il a été produit ou commandé;
- c) les coûts reliés à sa réalisation;
- d) le nom de l'organisme ou de la firme externe, s'il y a lieu.

Préciser, pour chacun, s'il découle d'une demande du ministre ou du cabinet ministériel.

Réponse :

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

Question **62**

Pour chaque ministère et organisme public, incluant les cabinets ministériels et membres du Conseil des ministres, pour les années 2017-2018 et 2018-2019, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle en vertu de la Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations, ventilé par association, ordre ou corporation professionnel en indiquant :

- a) la dépense totale relative au paiement des cotisations;
- b) la liste des associations, ordres ou corporations professionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour cotisation;
- c) la liste des employés, cadres, dirigeants, ministres et juges ayant bénéficié de cet avantage.

Réponse :

Aucun paiement n'a été fait à des associations professionnelles en 2018-2019.

Aucun employé n'a bénéficié du remboursement de sa cotisation à des associations professionnelles.

Question **63**

Pour 2018-2019, la liste de toute rencontre d'accueil de dignitaires étrangers en visite au Québec, de rencontres diplomatiques ou de sommets gouvernementaux, de grandes rencontres politiques et de négociations importantes, de toute nature, auxquelles a pris part le ministère ou organisme. Pour chaque rencontre, indiquer la date, la nature, et le lieu de la rencontre.

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Relations internationales et de la Francophonie pour tous les ministères et organismes.

Question **64**

Pour toutes les actions financées dans le cadre des actions du Plan d'action sur les changements climatiques 2013-2020, fournir les informations suivantes :

- a) l'objectif de réduction ou d'évitement d'émissions de GES en 2017 et en 2018 – base annuelle (en Mt C0 2);
- b) le potentiel de réduction ou d'évitement d'émissions de GES en 2020 – base annuelle (en Mt C0 2);
- c) le nombre total d'analyses et de projets d'implantation acceptés par le ministre;
- d) la réduction annuelle potentielle des projets acceptés par le ministre (en kt de C0 2);
- e) les investissements totaux des projets (en milliers \$);
- f) les aides financières totales du ministère (en milliers \$);
- g) le coût moyen des projets sur la durée de vie (en \$/tonne);
- h) le nombre d'emplois créés ou maintenus par ces investissements.

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques, et ce, pour tous les ministères et organismes

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
FICHES DES DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS
PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME

TABLE DES MATIÈRES

32	Concernant le bureau de la présidence du CSF : a) nombre de rencontres, de repas ou de réunions et les frais afférents; b) liste des personnes rencontrées, en précisant le but de la rencontre; c) frais de déplacement, de voyage, de repas et de représentation ventilés pour chacun des événements ou déplacements; d) liste des participations à des colloques ou à des congrès et liste des participants, incluant les coûts afférents.
33	Concernant le Conseil du statut de la femme, pour les trois dernières années financières : a) Liste des effectifs en poste, ventilés par région ; b) budget alloué, ventilé par grandes catégories ; c) liste des avis remis au gouvernement.
34	Nombre de rencontres entre la présidente du CSF et la ministre responsable de la Condition féminine en 2018-2019.
35	Liste de tous les mandats confiés au CSF en 2018-2019 et 2019-2020
36	Fournir, pour 2018-2019, la liste des documents produits suivants : a) avis; b) mémoires; c) études; d) communications publiques; e) statistiques.
37	Liste de tous les comités auxquels siège le CSF en 2018-2019.
38	Liste des ateliers, formations, conférences ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du CSF. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants, le nom de la formation et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

Question **32**

Concernant le bureau de la présidence du CSF :
 a) nombre de rencontres, de repas ou de réunions, et les frais afférents;
 b) liste des personnes rencontrées, en précisant le but de la rencontre;
 c) frais de déplacement, de voyage, de repas et de représentation; ventilés pour chacun des événements ou déplacements;
 d) liste des participations à des colloques ou à des congrès et liste des participants, incluant les coûts afférents.

Réponse :

A. Nombre de rencontres, de repas ou de réunions, et les frais afférents

Le bureau de la présidence a participé à 23 rencontres ayant occasionné des coûts afférents totalisant 5 104 \$.

B. Liste des personnes rencontrées, en précisant le but de la rencontre

Cette information est confidentielle, car il s'agit de renseignements personnels en vertu des articles 53, 54 et 59 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels.

C. Frais de déplacement, de voyage, de repas et de représentation; ventilés pour chacun des événements ou déplacements

Frais de déplacement au Québec (incluant les frais de repas)	5 104 \$
Frais de représentation (dépenses de fonction)	344 \$

D. Liste des participations à des colloques ou à des congrès et liste des participants, incluant les coûts afférents comptabilisés au 28 février 2019

ÉVÉNEMENTS	PARTICIPANTES	COÛTS (INSCRIPTION ET DÉPLACEMENT)
Université féministe d'été – Colloque « Quelle égalité dans un contexte de diversité? » (2018-05-20)	Louise Cordeau Joanne Isabel	370 \$
Congrès annuel de l'Institut d'administration publique (2018-08-20)	Louise Cordeau	1055 \$
Colloque organisé par le Cercle Finance du Québec (2018-09-13)	Louise Cordeau Joanne Isabel	510 \$
Colloque du Barreau (2019-01-18) Québec	Louise Cordeau	–

CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME

Renseignements particuliers

Étude des crédits 2019-2020

<p align="center">Question 33</p>	<p>Concernant le Conseil du statut de la femme, pour les trois dernières années financières :</p> <p>a) Liste des effectifs en poste, ventilés par région ;</p> <p>b) budget alloué, ventilé par grandes catégories ;</p> <p>c) liste des avis remis au gouvernement.</p>
--	---

Réponse :

a) Liste des effectifs en poste, ventilés par région

RÉGIONS	CADRES*	PROFESSIONNELS/ PROFESSIONNELLES	TECHNICIENS/ TECHNICIENNES	PERSONNEL DE BUREAU	OUVRIERS	TOTAL
Capitale-Nationale	3	15	6	2		26
Total	3	15	6	2		26

* Excluant la présidente de l'organisme.

b) Budget alloué, ventilé par grandes catégories

<i>MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION ET DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR</i>					
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019					
(000 \$)					
Programme 09	-	Condition féminine			
Élément 01	-	Conseil du statut de la femme			
<u>SUPERCATÉGORIES</u>		Budget de dépenses comparatif 2018-2019	Budget de dépenses 2019-2020	Variation	%
Rémunération		2 259,3	2 434,0	174,7	7,7
Fonctionnement		1 064,4	981,1	(83,3)	(7,8)
Transfert		0,0	0,0	0,0	-
Total de l'élément 01		3 323,7	3 415,1	91,4	2,7
EXPLICATION DE LA VARIATION				(000 \$)	
-	Ajustement du SCT pour financer l'impact du PL149 - Modifications au Régime des rentes du Québec et la relativité salariale			74,7	
-	Hausse attribuable à l'augmentation du loyer SQI			16,7	
TOTAL :				91,4	
BUDGET D'INVESTISSEMENTS					
-	Immobilisations tangibles	5,0	5,0	0,0	0,0
-	Immobilisations en ressources informationnelles	15,0	20,3	5,3	35,3
		20,0	25,3	5,3	26,5
EXPLICATION DE LA VARIATION - INVESTISSEMENTS				(000 \$)	
-	Ajustement du SCT pour se conformer à l'enveloppe finale du PQI-RI 2019-2029			5,3	
TOTAL :				5,3	

c) Liste des avis remis au gouvernement

Voir la réponse à la question 37 pour la liste des documents produits par le Conseil

Question **34**

Nombre de rencontres entre la présidente du CSF et la ministre responsable de la Condition féminine en 2018-2019.

Réponse :

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

Question **35**

Copie de tous les mandats confiés au CSF pour 2018-2019.

Réponse :

Mandateur	Thème	Objectif
Secrétariat à la Condition féminine	Proche aidance <i>Stratégie égalité 2021</i>	Documenter davantage la réalité de même que les besoins des femmes et des hommes assumant ce rôle
Secrétariat à la Condition féminine	Indice à l'égalité entre les femmes et les hommes <i>Stratégie égalité 2021</i>	Collaborer à la création de cet outil qui contribuera à mesurer dans le temps l'évolution de l'égalité entre les femmes et les hommes
Secrétariat à la Condition féminine	Plan d'action gouvernemental en matière de violence conjugale	Créer un répertoire des ressources, des outils et des projets de prévention et d'intervention en matière de violence faite aux femmes

Question **36**

Fournir, pour 2018-2019, la liste des documents produits suivants :

- a) avis;
- b) mémoires;
- c) études;
- d) communications publiques;
- e) statistiques.

Réponse :

Au cours de cette période, le Conseil du statut de la femme a produit les documents suivants :

A. Aucun avis

B. Mémoires

- Pour une reconnaissance juste et équitable des emplois à prédominance féminine – mémoire sur le projet de loi no 10, Loi modifiant la Loi sur l'équité salariale afin principalement d'améliorer l'évaluation du maintien de l'équité salariale (26 mars 2019)
- Mémoire sur le projet de loi no 176, Loi modifiant la Loi sur les normes du travail et d'autres dispositions législatives afin principalement de faciliter la conciliation famille-travail (30 mai 2018).
- Vers un nouveau plan d'action gouvernemental en matière de violence conjugale (4 mai 2018).

C. Études

- Portrait – La relève agricole féminine au Québec – Remuer ciel et terre (11 octobre 2018)
- Quelques constats sur la monoparentalité au Québec (29 mars 2019)

D. Communications publiques

- 4 microsites
 - i. Les proches aidantes et les proches aidants au Québec – Analyse différenciée selon les sexes (20 avril 2018)
 - ii. La relève agricole féminine au Québec – Remuer ciel et terre (11 octobre 2018)
 - iii. Portrait des Québécoises – Édition 2018 (12 décembre 2018)
 - iv. Présence des femmes et des jeunes dans les lieux décisionnels et consultatifs - Compilation 2018 (11 mars 2019)
- Rapport annuel de gestion 2017-2018 (4 décembre 2018)
- L'origine « véritable » du 8 mars – 2019 (1er mars 2019).
- *Gazette des femmes* : 73 publications diverses

E. Statistiques

- Portrait des Québécoises – Édition 2018 (12 décembre 2018).
- Présence des femmes et des jeunes dans les lieux décisionnels et consultatifs – Ensemble du Québec et les 20 versions des régions administratives du Québec (11 mars 2019).

Question **37**

Liste de tous les comités auxquels siège le CSF en 2018-2019.

Réponse :

Le personnel du Conseil du statut de la femme aux comités suivants en 2018-2019 :

- Table des partenaires femmes et politique municipale;
- Comité de suivi du *Projet Lanterne-Awacic* d'éducation à la sexualité saine et aux relations égalitaires, sous la responsabilité de la Fondation Marie-Vincent;
- Comité de suivi du projet *Pour une contribution pleine et entière des femmes, agissons !*, sous la responsabilité du Regroupement des groupes de femmes de la région de la Capitale-Nationale ;
- Comité d'examen des décès liés à la violence conjugale dirigé par la coroner en chef du Québec ;
- Comité expert du projet Agir pour les femmes éloignées et exclues du marché du travail, sous la responsabilité du Regroupement des groupes de femmes de la région de la Capitale-Nationale ;
- Comité consultatif sur les femmes camionneuses, sous la responsabilité de Camo-Route, comité sectoriel de main-d'œuvre de l'industrie du transport routier au Québec.
- Comité-conseil sur l'élaboration de l'indice de l'égalité entre les femmes et les hommes, sous la responsabilité du Secrétariat à la condition féminine;

CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME

Renseignements particuliers

Étude des crédits 2019-2020

Question **38**

Suite

Réponse :

ACTIVITÉ	FOURNISSEUR	NOMS DES PARTICIPANTES ET DES PARTICIPANTS	LIEU	COÛT TOTAL
Webinaire "Optimiser son travail à l'aide de ses outils numériques favoris"	Asted inc.	Julie Limoges	Québec	35 \$
Webinaire "Infolettre : Mailchimp un outil accessible"	Asted inc.	Julie Limoges	Québec	35 \$
Webinaire "Bonnes pratiques pour concevoir, donner et évaluer une formation à votre clientèle"	Asted inc.	Julie Limoges	Québec	35 \$
Université féministe d'été	Université Laval	Pierre Turgeon Nathalie Roy Andrée-Anne Lacasse Joëlle Steben-Chabot Annie Cartier Louise Cordeau Marie Lachance Nathalie Bissonnette Sarah Jacob-Wagner Joanne Isabel Élise Pelletier Olivier Lamalice	Québec	413 \$
Secourisme en milieu de travail	Ambulance Saint-Jean	Julie Limoges	Québec	43 \$
Sommet de la famille	Réseau pour un Québec Famille	Nathalie Roy	St-Hyacinthe	271 \$
Symposium sur l'itinérance des femmes	Université Concordia	Nathalie Roy	Montréal	66 \$
Symposium canadien sur la violence sexuelle dans les milieux d'enseignement supérieur	Uqam	Nathalie Bissonnette	Montréal	313 \$
Doctorat en communication publique (3 cours)	Université Laval	Nathalie Bissonnette	Québec	900 \$
Baccalauréat en administration (1 cours)	Téluq	Lucie Truchon	Québec	300 \$

CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME

Renseignements particuliers

Étude des crédits 2019-2020

Question **38**

Liste des ateliers, formations, conférences ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du CSF. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants, le nom de la formation et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

Réponse :

ACTIVITÉ	FOURNISSEUR	NOMBRE DE PARTICIPANTES ET DE PARTICIPANTS	LIEU	COÛT TOTAL
Accompagnement en accessibilité Web	Ciao	1	Québec	2 100 \$
Langage non sexiste	Céline Labrosse	12	Québec	500 \$
Écriture stratégique	Acti-Com	9	Québec	1 662 \$
Journée d'actualisation des connaissances - Intimidation et cyberintimidation: prévenir et contrer	École nationale de police	1	Nicolet	125 \$
Webinaire "Utiliser efficacement les outils de veille"	Asted inc.	1	Québec	35 \$
Webinaire "Optimiser son travail à l'aide de ses outils numériques favoris"	Asted inc.	1	Québec	35 \$
Webinaire "Infolettre : Mailchimp un outil accessible"	Asted inc.	1	Québec	35 \$
Webinaire "Bonnes pratiques pour concevoir, donner et évaluer une formation à votre clientèle"	Asted inc.	1	Québec	35 \$
Université féministe d'été	Université Laval	12	Québec	413 \$
Secourisme en milieu de travail	Ambulance Saint-Jean	1	Québec	43 \$
Sommet de la famille	Réseau pour un Québec Famille	1	St-Hyacinthe	271 \$
Symposium sur l'itinérance des femmes	Université Concordia	1	Montréal	66 \$
Symposium canadien sur la violence sexuelle dans les milieux d'enseignement supérieur	Uqam	1	Montréal	313 \$
Doctorat en communication publique (3 cours)	Université Laval	1	Québec	900 \$
Baccalauréat en administration (1 cours)	Téluq	1	Québec	300 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
FICHES DES DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS
PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME

TABLE DES MATIÈRES

1	Quel budget a été octroyé au Comité Conseil du Conseil du statut de la femme?
2	Quels ont été les projets octroyés au Comité Conseil du Conseil du statut de la femme?
7	Combien de formations le Conseil du Statut de la Femme a-t-il données aux autres ministères et organismes concernant l'analyse différenciée selon les sexes?
8	Combien de temps et d'argent ont été investis pour changer le nom du Conseil du statut de la femme pour le Conseil du statut des femmes?
9	Quels sont les programmes initiés et financés par le Conseil du Statut de la Femme?
11	Liste de tous les comités auxquels siège le CSF en 2018-2019.

Question **1**

Quel budget a été octroyé au Comité Conseil du Conseil du statut de la femme?

Réponse :

Il n'existe pas de Comité Conseil du Conseil du statut de la femme. Ainsi, aucun budget n'a été octroyé.

Question **2**

Quels ont été les projets octroyés au Comité Conseil du Conseil du statut de la femme ?

Réponse :

Il n'existe pas de Comité Conseil du Conseil du statut de la femme. Ainsi, aucun projet n'a été octroyé.

Question **7**

Combien de formations le Conseil du Statut de la Femme a-t-il données aux autres ministères et organismes concernant l'analyse différenciée selon les sexes ?

Réponse :

Le Conseil du statut de la femme n'a pas donné de formation aux autres ministères et organismes concernant l'analyse différenciée selon les sexes.

Question **8**

Combien de temps et d'argent ont été investis pour changer le nom du Conseil du statut de la femme pour le Conseil du statut des femmes ?

Réponse :

Ni temps, ni argent n'ont été alloués au changement de nom du Conseil du statut de la femme pour le Conseil du statut des femmes.

Question **9**

Quels sont les programmes initiés et financés par le Conseil du Statut de la Femme ?

- Quels sont les organismes qui en ont bénéficié ? Où sont-ils situés ?

Réponse :

Aucun programme n'a été initié et financé par le Conseil du statut de la femme.

Question **11**

Liste de tous les comités auxquels siège le CSF en 2018-2019.

Réponse :

Le personnel du Conseil du statut de la femme aux comités suivants en 2018-2019 :

- Table des partenaires femmes et politique municipale;
- Comité de suivi du *Projet Lanterne-Awacic* d'éducation à la sexualité saine et aux relations égalitaires, sous la responsabilité de la Fondation Marie-Vincent;
- Comité de suivi du projet *Pour une contribution pleine et entière des femmes, agissons !*, sous la responsabilité du Regroupement des groupes de femmes de la région de la Capitale-Nationale ;
- Comité d'examen des décès liés à la violence conjugale dirigé par la coroner en chef du Québec ;
- Comité expert du projet Agir pour les femmes éloignées et exclues du marché du travail, sous la responsabilité du Regroupement des groupes de femmes de la région de la Capitale-Nationale ;
- Comité consultatif sur les femmes camionneuses, sous la responsabilité de Camo-Route, comité sectoriel de main-d'œuvre de l'industrie du transport routier au Québec.
- Comité-conseil sur l'élaboration de l'indice de l'égalité entre les femmes et les hommes, sous la responsabilité du Secrétariat à la condition féminine;

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
FICHES DES DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS
PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME

TABLE DES MATIÈRES

62	Concernant le bureau de la présidence du CSF : a) nombre de rencontres, de repas ou de réunions et les frais afférents; b) liste des personnes rencontrées, en précisant le but de la rencontre; c) frais de déplacement, de voyage, de repas et de représentation ventilés pour chacun des événements ou déplacements; d) liste des participations à des colloques ou à des congrès et liste des participants, incluant les coûts afférents.
63	Nombre de rencontres entre la présidente du CSF et la ministre responsable de la Condition féminine en 2018-2019.
64	Détailler la différence entre les dépenses prévues et les dépenses réelles du budget du Conseil du statut de la femme prévu pour l'année 2018-2019.
65	Liste de l'effectif du CSF ventilé par région pour les trois dernières années. Fournir les prévisions pour 2019-2020.
66	Organigramme du CSF en date du 31 mars 2019.
67	Liste de tous les mandats confiés au CSF en 2018-2019.
68	Fournir, pour 2018-2019, la liste des documents produits suivants : a) avis; b) mémoires; c) études; d) communications publiques; e) statistiques.
69	Liste de tous les comités auxquels siège le CSF en 2018-2019.
70	Liste des tous les comités auxquels ne siège plus le CSF en raison de la fermeture des bureaux régionaux.
71	Liste des ateliers, formations, conférences ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du CSF. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants, le nom de la formation et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

Question **62**

Concernant le bureau de la présidence du CSF :
 a) nombre de rencontres, de repas ou de réunions, et les frais afférents;
 b) liste des personnes rencontrées, en précisant le but de la rencontre;
 c) frais de déplacement, de voyage, de repas et de représentation; ventilés pour chacun des événements ou déplacements;
 d) liste des participations à des colloques ou à des congrès et liste des participants, incluant les coûts afférents.

Réponse :

A. Nombre de rencontres, de repas ou de réunions, et les frais afférents

Le bureau de la présidence a participé à 23 rencontres ayant occasionné des coûts afférents totalisant 5 104 \$.

B. Liste des personnes rencontrées, en précisant le but de la rencontre

Cette information est confidentielle, car il s'agit de renseignements personnels en vertu des articles 53, 54 et 59 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels.

C. Frais de déplacement, de voyage, de repas et de représentation; ventilés pour chacun des événements ou déplacements

Frais de déplacement au Québec (incluant les frais de repas)	5 104 \$
Frais de représentation (dépenses de fonction)	344 \$

D. Liste des participations à des colloques ou à des congrès et liste des participants, incluant les coûts afférents comptabilisés au 28 février 2019

ÉVÉNEMENTS	PARTICIPANTES	COÛTS (INSCRIPTION ET DÉPLACEMENT)
Université féministe d'été – Colloque « Quelle égalité dans un contexte de diversité? » (2018-05-20)	Louise Cordeau Joanne Isabel	370 \$
Congrès annuel de l'Institut d'administration publique	Louise Cordeau	1055 \$
Colloque organisé par le Cercle Finance du Québec (2018-09-13)	Louise Cordeau Joanne Isabel	510 \$
Colloque du Barreau (2019-01-18) Québec	Louise Cordeau	–

Question **63**

Nombre de rencontres entre la présidente du CSF et la ministre responsable de la Condition féminine en 2019-2020.

Réponse :

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

Question **64**

Détailler la différence entre les dépenses prévues et les dépenses réelles du budget du Conseil du statut de la femme prévu pour l'année 2018-2019.

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Question **65**

Liste de l'effectif du CSF, ventilé par région pour les trois dernières années.
Fournir les prévisions pour 2018-2019.

Réponse :

RÉGIONS	CADRES*	PROFESSIONNELS/ PROFESSIONNELLES	TECHNICIENS/ TECHNICIENNES	PERSONNEL DE BUREAU	OUVRIERS	TOTAL
Capitale- Nationale	3	15	6	2		26
Total	3	15	6	2		26

Question **66**

Organigramme du CSF en date du 31 mars 2019.

Réponse :

Veillez vous référer au site Web du Conseil du statut de la femme à l'adresse www.csf.gouv.qc.ca/.

Question **67**

Copie de tous les mandats confiés au CSF pour 2018-2019.

Réponse :

Mandateur	Thème	Objectif
Secrétariat à la Condition féminine	Proche aidance <i>Stratégie égalité 2021</i>	Documenter davantage la réalité de même que les besoins des femmes et des hommes assumant ce rôle
Secrétariat à la Condition féminine	Indice à l'égalité entre les femmes et les hommes <i>Stratégie égalité 2021</i>	Collaborer à la création de cet outil qui contribuera à mesurer dans le temps l'évolution de l'égalité entre les femmes et les hommes
Secrétariat à la Condition féminine	Plan d'action gouvernemental en matière de violence conjugale	Créer un répertoire des ressources, des outils et des projets de prévention et d'intervention en matière de violence faite aux femmes

Question **68**

Fournir, pour 2018-2019, la liste des documents produits suivants :

- a) avis;
- b) mémoires;
- c) études;
- d) communications publiques;
- e) statistiques.

Réponse :

Au cours de cette période, le Conseil du statut de la femme a produit les documents suivants :

A. Aucun avis

B. Mémoires

- Pour une reconnaissance juste et équitable des emplois à prédominance féminine – mémoire sur le projet de loi no 10, Loi modifiant la Loi sur l'équité salariale afin principalement d'améliorer l'évaluation du maintien de l'équité salariale (26 mars 2019)
- Mémoire sur le projet de loi no 176, Loi modifiant la Loi sur les normes du travail et d'autres dispositions législatives afin principalement de faciliter la conciliation famille-travail (30 mai 2018).
- Vers un nouveau plan d'action gouvernemental en matière de violence conjugale (4 mai 2018).

C. Études

- Portrait – La relève agricole féminine au Québec – Remuer ciel et terre (11 octobre 2018)
- Quelques constats sur la monoparentalité au Québec (29 mars 2019)

D. Communications publiques

- 4 microsites
 - i. Les proches aidantes et les proches aidants au Québec – Analyse différenciée selon les sexes (20 avril 2018)
 - ii. La relève agricole féminine au Québec – Remuer ciel et terre (11 octobre 2018)
 - iii. Portrait des Québécoises – Édition 2018 (12 décembre 2018)
 - iv. Présence des femmes et des jeunes dans les lieux décisionnels et consultatifs - Compilation 2018 (11 mars 2019)
- Rapport annuel de gestion 2017-2018 (4 décembre 2018)
- L'origine « véritable » du 8 mars – 2019 (1er mars 2019).
- *Gazette des femmes* : 73 publications diverses

E. Statistiques

- Portrait des Québécoises – Édition 2018 (12 décembre 2018).
- Présence des femmes et des jeunes dans les lieux décisionnels et consultatifs – Ensemble du Québec et les 20 versions des régions administratives du Québec (11 mars 2019).

Question **69**

Liste de tous les comités auxquels siège le CSF en 2018-2019.

Réponse :

Le personnel du Conseil du statut de la femme aux comités suivants en 2018-2019 :

- Table des partenaires femmes et politique municipale;
- Comité de suivi du *Projet Lanterne-Awacic* d'éducation à la sexualité saine et aux relations égalitaires, sous la responsabilité de la Fondation Marie-Vincent;
- Comité de suivi du projet *Pour une contribution pleine et entière des femmes, agissons !*, sous la responsabilité du Regroupement des groupes de femmes de la région de la Capitale-Nationale ;
- Comité d'examen des décès liés à la violence conjugale dirigé par la coroner en chef du Québec ;
- Comité expert du projet Agir pour les femmes éloignées et exclues du marché du travail, sous la responsabilité du Regroupement des groupes de femmes de la région de la Capitale-Nationale ;
- Comité consultatif sur les femmes camionneuses, sous la responsabilité de Camo-Route, comité sectoriel de main-d'œuvre de l'industrie du transport routier au Québec.
- Comité-conseil sur l'élaboration de l'indice de l'égalité entre les femmes et les hommes, sous la responsabilité du Secrétariat à la condition féminine;

Question **70**

Liste de tous les comités auxquels ne siège plus le CSF en raison de la fermeture des bureaux régionaux.

Réponse :

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME

Renseignements particuliers

Étude des crédits 2019-2020

Question **71**

Liste des ateliers, formations, conférences ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du CSF. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants, le nom de la formation et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

Réponse :

ACTIVITÉ	FOURNISSEUR	NOMBRE DE PARTICIPANTES ET DE PARTICIPANTS	LIEU	COÛT TOTAL
Accompagnement en accessibilité Web	Ciao	1	Québec	2 100 \$
Langage non sexiste	Céline Labrosse	12	Québec	500 \$
Écriture stratégique	Acti-Com	9	Québec	1 662 \$
Journée d'actualisation des connaissances - Intimidation et cyberintimidation: prévenir et contrer	École nationale de police	1	Nicolet	125 \$
Webinaire "Utiliser efficacement les outils de veille"	Asted inc.	1	Québec	35 \$
Webinaire "Optimiser son travail à l'aide de ses outils numériques favoris"	Asted inc.	1	Québec	35 \$
Webinaire "Infolettre : Mailchimp un outil accessible"	Asted inc.	1	Québec	35 \$
Webinaire "Bonnes pratiques pour concevoir, donner et évaluer une formation à votre clientèle"	Asted inc.	1	Québec	35 \$
Université féministe d'été	Université Laval	12	Québec	413 \$
Secourisme en milieu de travail	Ambulance Saint-Jean	1	Québec	43 \$
Sommet de la famille	Réseau pour un Québec Famille	1	St-Hyacinthe	271 \$
Symposium sur l'itinérance des femmes	Université Concordia	1	Montréal	66 \$
Symposium canadien sur la violence sexuelle dans les milieux d'enseignement supérieur	Uqam	1	Montréal	313 \$
Doctorat en communication publique (3 cours)	Université Laval	1	Québec	900 \$
Baccalauréat en administration (1 cours)	Téluq	1	Québec	300 \$